

REGARDS

RELIGION

Dieu n'est pas encore mort

David Wagner

Cette semaine était sacrament religieuse : deux conférences ont posé, à leur manière, le problème des religions et leur place à l'école et dans le monde. En plein 21e siècle.

Dans notre Europe éclairée, la question religieuse continue à faire débat et a même tendance à surgir là où elle n'est pas forcément primordiale. Ainsi, ce mardi, une table ronde, organisée par le quotidien La Voix et le ministère de la famille et de l'intégration intitulée « La liberté de religion ou de conviction dans une société démocratique » a suivi une conférence, lundi, au Grand séminaire de Luxembourg donnée par le théologien autrichien Martin Jäggle de l'université de Vienne qui s'est interrogé sur les conflits autour de l'enseignement religieux.

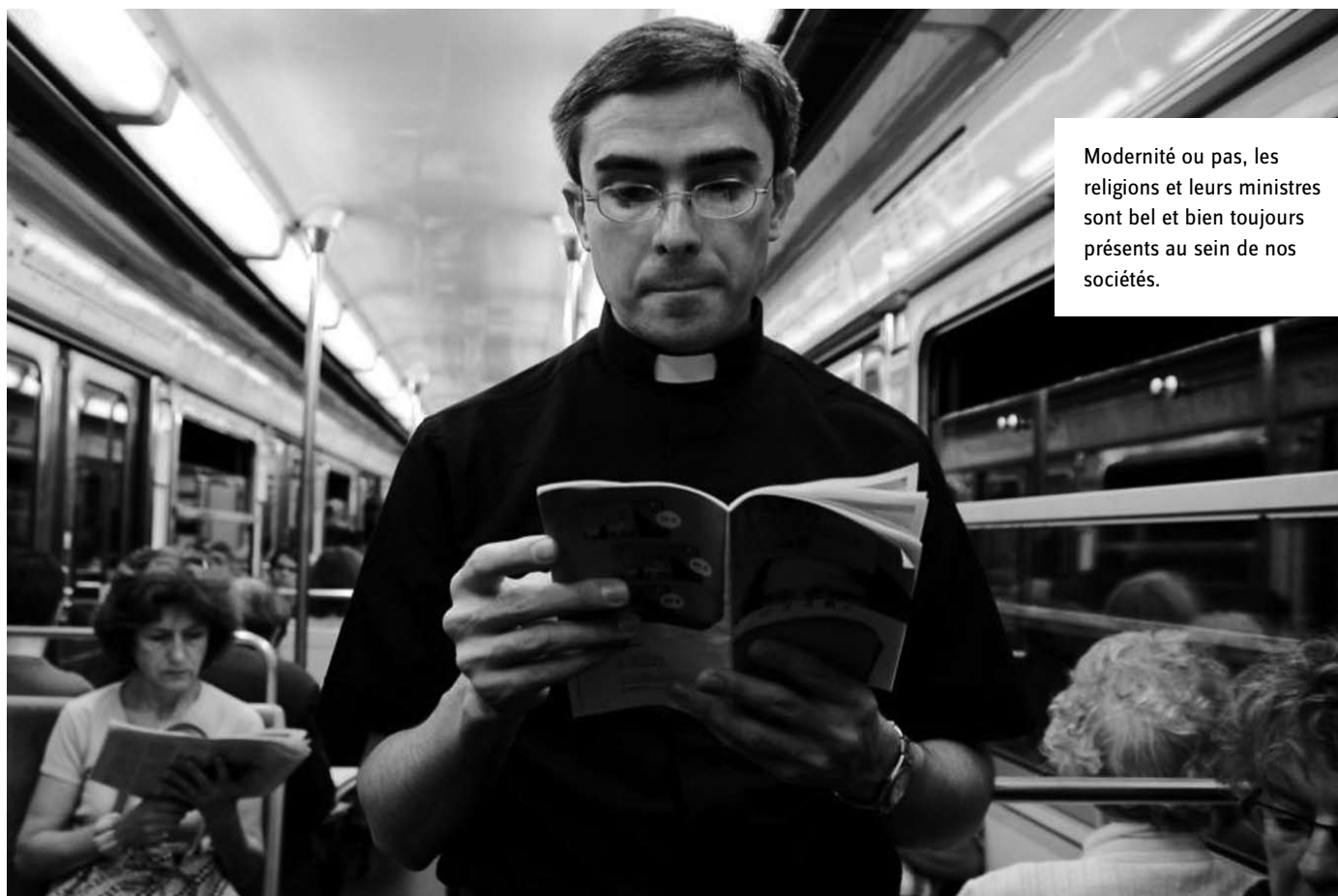
Les catéchètes luxembourgeois se soucient de l'avenir de leur discipline. En a témoigné cette remarque d'une catéchète suite à la conférence de Jäggle : « Je pars du principe que nous appartenons à la dernière génération de catéchètes ». Ce n'est donc pas pour rien que la conférence du théologien autrichien était fortement visitée par ces enseignant-e-s du culte. En effet, les débats autour du remplacement de l'enseignement religieux dans les écoles publiques par un « enseignement aux valeurs » ont provoqué une nervosité palpable au sein de cette corporation. Brillant théologien, Jäggle n'en est pas moins

un fin tacticien. Débutant par une introduction historique, il rappelle judicieusement l'origine fondamentalement européenne de l'instruction religieuse dans les écoles publiques. Non, contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'Eglise catholique n'en est pas à l'origine. Au contraire, elle s'y serait même opposée ! Pas étonnant, car, selon Jäggle, l'idée d'introduire des cours de religion dans les écoles remonterait à ... Martin Luther. Hérésie aux yeux des jésuites, pour qui la religion ne pouvait être qu'un « principe d'enseignement » et non pas une matière quelconque. En tout cas, ils s'y seraient refusés jusqu'au 17e siècle.

Ainsi, la permanence du fait religieux dans l'espace public serait une réalité européenne, réalité récemment consacrée dans le traité de Lisbonne. L'espoir chrétien ne défaille jamais devant la mort, le texte moribond prévoit un « statut spécial » accordé aux églises, « qui ne sont pas de simples parties de la société civile », dicit Jäggle. Car voilà, ce qui fait la force de l'Europe, c'est le pluralisme culturel. Et, forcément, l'enseignement religieux fait partie de ce pluralisme. L'acrobatie intellectuelle de Jäggle est intéressante, et peut-être même un peu jésuite sur les bords : il y aurait une tendance en Europe, et également au Luxembourg, de vouloir effacer ce pluralisme religieux, car la diversité serait considérée par certains - il n'a pas dit qui, mais nous qui possédons



PHOTO : FLICKR/SEMANTICO



Modernité ou pas, les religions et leurs ministres sont bel et bien toujours présents au sein de nos sociétés.

des dons télépathiques vous le révéleront : les laïcs - comme un « facteur dérangeant ». Ainsi, « l'école pousse vers la normalisation, tout le monde est réduit au même niveau ('gleichgemacht' en version originale) ».

Les laïcs, ennemis de la diversité ?

Par contre, il faudrait envisager le pluralisme religieux dans les écoles comme une « ressource, une valeur, une chance, un gain ». Et attention, le docteur Jäggle fournit son « argument central » : « Quand la religion est visible, elle donne la possibilité de penser ». Devant ces recommandations pour les débats à venir, les catéchètes notent avec application les paroles de Jäggle ; il s'agit bien de fourbir ses armes argumentatives contre les laïcards.

Car Jäggle sait se montrer bien plus concret et entonne la marche à suivre : la religion, c'est bien plus que de l'éthique. Voilà pourquoi il faut refuser un cours qui se baserait sur l'éthique. Par contre, il faut savoir dire adieu aux cours de catéchisme. Jäggle n'est pas un catholique dogmatique. Le catéchisme, c'est-à-dire la seule transmission accumulative de savoirs de la doctrine catholique ne serait que du « savoir froid ». Ni cours d'éthique, ni catéchisme catholique : Jäggle affirme la place de la religion dans l'école, mais au sein de cours confessionnels. La possibi-

lité pour les jeunes de fréquenter les cours confessionnels correspondant à leurs appartenances religieuses spécifiques serait ainsi une forme de « résistance contre la normalisation » et donnerait le « courage à la diversité ». Car ces cours permettraient non pas d'être « libres de religion », mais « libres pour la religion ». L'équation est simple : au nom de la diversité, il faut encourager la présence de toutes les confessions dans les écoles, sans quoi la société court le risque de détacher les jeunes de leur propre culture (et la religion en fait forcément partie), ce qui leur faciliterait le dialogue envers les autres cultures (et donc, religions).

Il n'a évidemment pas manqué l'aubaine de tacler au passage la « laïcité stupide » à la française pour l'opposer à sa vision d'une « laïcité intelligente ». Car la France serait, avec l'Albanie, fait-il remarquer non sans moquerie, le seul pays européen à ne pas offrir de cours de religion. C'est la grande mode des ennemis de la laïcité : replacer le fait religieux comme élément essentiel de la civilisation en parlant, comme le fait le président français, de « laïcité positive », au détriment d'un modèle laïc supposé être « négatif ».

Faux débats

Changement de décor : le lendemain, sous les lambris de l'hôtel Royal, pendant le débat cité plus haut,

le Vicaire général Mathias Schiltz, affirme quant à lui que les signes ostentatoires religieux seraient « interdits en France », avant de se faire justement corriger par le philosophe Paul Kremer, nuancant que le port de signes ne s'applique qu'aux lieux publics. Disons-le d'emblée : cette conférence donnait l'impression de passer à côté de l'essentiel. Ou plutôt : de placer l'essentiel au mauvais endroit.

Placée dans le cadre du 60e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, une oratrice prestigieuse a été invitée en plus de Nic Klecker, l'ancien président de la Commission consultative des Droits de l'Homme, de Paul Kremer et de Patrice Kieffer, conseillère de direction au ministère d'Etat chargée des cultes : Asma Jahangir, rapporteuse spéciale de l'ONU sur la liberté de religion ou de conviction.

Alors qu'en tant que première intervenante, la juriste de formation établit le parallèle entre la liberté de conviction et de religion, assimilable à la liberté de conviction et sans vouloir entrer dans des débats théologiques, la discussion dérape rapidement sur la question des rapports entre Orient et Occident, comprenez Islam et « nous ». L'humaniste Klecker met d'ailleurs les pieds dans le plat : « Il s'agit de savoir s'il existe une possibilité de dialogue entre l'Occident et l'Islam, qui a sa propre conception des droits de l'Homme ».

Et Jahangir de retourner habilement le questionnement : « C'est comme si l'on se demandait si l'Orient était compatible avec la Chrétienté ». Et de souligner l'importance de ne pas voir l'Islam comme un bloc, mais de partir des individualités.

Mais Mathias Schiltz, en tant qu'intervenant du public, a tout fait pour « rehausser » le débat, en affirmant le caractère fondamentalement despotique de l'Islam. Logique : pour les Musulmans, il n'y a de dieu que dieu, alors que la Chrétienté, dans ce sens bien moins monothéiste, serait fondée sur la personne de Jésus Christ, donc une autre référence que celle uniquement divine. Il fallut, paradoxalement, une autre voix chrétienne, celle du prêtre anglican du Luxembourg, pour tenter de remettre les pendules à l'heure dans ce qui dérivait vers une pénible discussion sur le choc des civilisations : à savoir que les véritables conflits se situent non pas au niveau religieux, mais dans l'inégalité mondiale de l'accès à l'éducation et de la répartition des richesses. God save the Queen ...